



SoLocal Group
Comptes annuels au 31 décembre 2016

SoLocal Group
Société anonyme à Conseil d'administration
Siège social :
204, rond-point du Pont de Sèvres - 92 649 Boulogne-Billancourt cedex
R.C.S. Nanterre 552 028 425

Comptes annuels au 31 décembre 2016

Bilan

Bilan au 31 décembre						
(en milliers d'euros)	Notes	Brut	Amortissements et provisions	2016 Net	2015 Net	Variation
ACTIF						
Immobilisations incorporelles	3.1	424	(419)	5	30	(25)
Immobilisations corporelles	3.1	17 073	(1 063)	16 010	10 185	5 825
Participations et autres titres	3.2	4 203 711	(1 894 622)	2 309 089	2 249 041	60 049
Créances rattachées à des participations	3.2	24 717	(10 500)	14 217	14 025	192
Autres immobilisations financières		5 160	(1 063)	4 097	8 991	(4 894)
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ		4 251 086	(1 907 667)	2 343 419	2 282 272	61 147
Avances et acomptes		843		843	457	386
Créances clients	3.3	666		666	183	484
Créances fiscales et sociales		3 314		3 314	18 540	(15 226)
Créances sur filiales (intégration fiscale)	3.10	52 977		52 977	303	52 674
Comptes courants filiales	3.4	77 756	(4 928)	72 828	48 593	24 235
Créances sur cession d'immobilisations	3.2	-		-	-	-
Créances diverses		2 823		2 823	2 741	82
Valeurs mobilières de placement et actions propres	3.4	362	(3)	359	24 910	(24 551)
Disponibilités	3.4	26 560		26 560	5 326	21 234
Charges constatées d'avance		176		176	108	67
TOTAL ACTIF CIRCULANT		165 477	(4 931)	160 546	101 161	59 384
Écart de conversion actif		-		-	-	-
TOTAL ACTIF		4 416 562	(1 912 598)	2 503 964	2 383 433	120 531
PASSIF						
Capital				233 259	233 259	-
Prime d'émission				348 819	348 819	-
Réserve légale				5 620	5 620	-
Autres réserves				18 284	18 284	-
Report à nouveau				(552 301)	123 024	(1 785 325)
Résultat de l'exercice				8 640	(1 785 325)	1 793 965
Provisions réglementées				1 055	903	153
CAPITAUX PROPRES	3.5			63 377	54 584	8 793
Provisions pour risques et charges				1 645	1 679	(34)
PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES	3.7			1 645	1 679	(34)
Dettes financières	3.8			2 389 258	2 214 760	174 497
Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit				836 791	800 303	36 489
Emprunts et dettes financières diverses				951 426	935 919	15 508
Comptes courants filiales				601 035	478 520	122 515
Concours bancaires courants				5	19	(14)
Dettes d'exploitation				42 404	18 532	23 872
Dettes fournisseurs et comptes rattachés				28 997	12 104	16 893
Dettes fiscales et sociales	3.9			13 408	6 429	6 979
Autres dettes				7 223	93 828	(86 605)
Dettes filiales (intégration fiscale)	3.10			2 230	88 588	(86 358)
Dettes diverses				4 993	5 240	(247)
Produits constatés d'avance				0	0	-
TOTAL DETTE				2 438 885	2 327 121	111 764
Écart de conversion passif				58	49	9
TOTAL PASSIF				2 503 964	2 383 433	120 531

Compte de résultat

Compte de résultat au 31 décembre				
(en milliers d'euros)	Notes	2016	2015	Variation
Prestations de services	3.11	10 086	9 373	(9 373)
Produits annexes	3.11	13 376	397	(397)
Reprises de provisions et transferts de charges		214	193	(193)
Autres produits		404	3 084	(3 084)
Produits d'exploitation		24 080	13 047	(13 047)
Achats et prestations de services		700	289	(289)
Achats non stockés matières et fournitures		73	25	(25)
Services extérieurs		12 245	1 142	(1 142)
Autres services extérieurs		23 862	8 839	(8 839)
Impôts et taxes et versements assimilés		914	283	(283)
Salaires		7 986	8 294	(8 294)
Charges sociales		3 833	3 997	(3 997)
Autres charges		513	3 552	(3 552)
Dotations aux amortissements et provisions sur actif circulant		1 087	27	(27)
Dotations aux provisions sur risques et charges		140	333	(333)
Charges d'exploitation		51 354	26 780	(26 780)
Résultat d'exploitation		(27 273)	(13 733)	13 733
Produits de participations - dividende		-	4 096	(4 096)
Produits financiers de valeurs mobilières de placement et de créances de l'actif immobilisé		900	1 222	(1 222)
Autres produits financiers		-	-	-
Reprises de provisions		75 555	25 568	(25 568)
Différences positives de change		1	1	(1)
Produits financiers		76 457	30 887	(30 887)
Intérêts et charges assimilées		72 619	109 996	(109 996)
Autres charges financières		464	16 099	(16 099)
Dotations aux provisions		18 692	1644 323	(1644 323)
Différences négatives de change		0	2	(2)
Charges financières		91 776	1 770 419	(1 770 419)
Résultat financier	3.12	(15 319)	(1 739 532)	1 739 532
Résultat courant		(42 592)	(1 753 266)	1 753 266
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		-	-	-
Produits exceptionnels sur opérations en capital		247	492	(492)
Reprise de provisions et transferts de charges		2 538	9 829	(9 829)
Produits exceptionnels		2 784	10 321	(10 321)
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		2 853	6 756	(6 756)
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		-	21 361	(21 361)
Dotations aux amortissements et aux provisions		173	175	(175)
Charges exceptionnelles		3 027	28 292	(28 292)
Résultat exceptionnel	3.13	(242)	(17 970)	17 970
Participation des salariés		-	-	-
Impôt sur les bénéfices (+ produit/- charge)	3.10	51 474	(14 089)	14 089
Résultat net		8 640	(1 785 325)	1 785 325

ANNEXE

1	DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ	3
2	RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES	3
2.1	Note sur la continuité d'exploitation	3
2.2	Immobilisations incorporelles et corporelles	4
2.3	Participations et autres titres immobilisés	4
2.4	Disponibilités, valeurs mobilières de placement et actions propres	4
2.5	Provisions pour risques et charges	4
2.6	Résultat financier	4
2.7	Impôt sur les sociétés	5
3	COMPLÉMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RÉSULTAT	5
3.1	Immobilisations incorporelles et corporelles	5
3.2	Participations et créances rattachées à des participations	5
3.3	Créances clients, dépréciation des créances et créances diverses	6
3.4	Disponibilités, valeurs mobilières de placement, comptes courants et dettes financières	6
3.5	Capital social et variation des capitaux propres	8
3.6	Stock options et actions gratuites	9
3.7	Provisions pour risques et charges	10
3.8	État des échéances des dettes	11
3.9	Produits à recevoir et charges à payer	11
3.10	Impôt sur les sociétés	12
3.11	Ventilation du chiffre d'affaires	12
3.12	Résultat financier	13
3.13	Résultat exceptionnel	13
4	AUTRES	13
4.1	Engagements hors bilan	13
4.2	Jetons de présence et rémunération des mandataires sociaux	14
4.3	Effectif	14
4.4	Entreprises liées	14
4.5	Événements postérieurs à la clôture	16
4.6	Consolidation	16
4.7	Tableau des filiales et participations	16

1

DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ

La Société SoLocal Group a une activité de holding et détient, à ce titre, des filiales dont la mission est de « révéler les savoir-faire locaux partout et stimuler l'activité locale des entreprises dignes de confiance ». Le Groupe offre à ses clients des services et solutions digitales pour accroître

leur visibilité et des contacts au niveau local et crée et met à jour le meilleur contenu local professionnel et personnalisé pour les utilisateurs.

Les comptes ci-après détaillés couvrent une période de 12 mois, du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016.

2

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de SoLocal Group ont été établis conformément aux dispositions de la législation et aux pratiques généralement admises en France et en conformité du règlement ANC n° 2016-07 relatif à la réécriture du plan comptable général.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

2.1 Note sur la continuité d'exploitation

La Société a conduit, sous l'égide d'un mandataire ad hoc puis d'un conciliateur, un processus de négociation avec ses créanciers visant à une restructuration de sa dette financière. Celle-ci se compose d'un crédit syndiqué comprenant notamment une tranche (Tranche C1) envers PagesJaunes Finance & CO SCA (entité sans lien capitalistique avec SoLocal

Group mais faisant partie du périmètre de consolidation), cette entité ayant elle-même émis un emprunt obligataire pour financer cette Tranche C1.

Un accord visant la restructuration financière de SoLocal Group a été trouvé fin 2016. Le 22 décembre 2016, le Tribunal de Commerce de Nanterre a arrêté la modification du plan de sauvegarde financière accélérée de SoLocal Group, permettant la mise en œuvre du plan de restructuration financière approuvé par le comité des établissements de crédit et assimilés (« comité des créanciers ») le 30 novembre 2016, et par l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires le 15 décembre 2016.

Il est précisé qu'en application du plan de restructuration financière, le paiement en cash des intérêts échus ou à échoir jusqu'au 31 décembre 2016 et non payés au titre de la dette de SoLocal Group a été décalé à la plus proche des deux dates entre (i) le 15 mars 2017 et (ii) la date de règlement-livraison des opérations sur par le plan de restructuration financière. Par ailleurs, il a été convenu que les prêts consentis à SoLocal ne porteraient plus intérêts après le 31 décembre 2016.



Compte-tenu de ce qui précède, les comptes de SoLocal Group au 31 décembre 2016 ont été établis en application du principe de continuité d'exploitation, en partant de l'hypothèse que le plan de restructuration financière susvisé serait mis en œuvre dans le calendrier prévu, et en tout état de cause le 15 mars 2017 au plus tard.

Dans l'hypothèse où ce plan ne serait pas mis en œuvre dans le calendrier prévu, SoLocal Group pourrait se trouver en état de cessation de paiement. De leur côté, les créanciers pourraient se prévaloir, à très court terme, de divers défauts intervenus ou à intervenir, pour rendre leur dette immédiatement exigible et exercer les sûretés qu'ils détiennent sur les titres de la filiale PagesJaunes SA. En effet, les crédits souscrits par SoLocal Group comprennent chacun des clauses permettant l'accélération des remboursements notamment en cas (i) de nomination d'un mandataire ad hoc ou d'un conciliateur, (ii) de bris de covenants financiers et (iii) de non-paiement des intérêts.

SoLocal Group pourrait alors ne plus être en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes dans le cadre normal de son activité. L'application des règles et principes comptables dans un contexte normal de poursuite des activités concernant notamment l'évaluation des actifs et des passifs pourrait s'avérer inappropriée.

En outre, si d'autres principes comptables que la continuité d'exploitation devaient être appliqués, SoLocal Group ne sait pas, à ce stade en mesurer les impacts éventuels.

Les principales méthodes sont décrites ci-dessous.

Les chiffres sont présentés en milliers d'euros (K€).

2.2 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent des logiciels ou progiciels informatiques, amortissables sur trois ans *pro rata temporis*.

Les immobilisations corporelles comprennent des matériels et mobilier de bureau amortissables sur dix ans, du matériel informatique sur trois ans, ainsi que des immobilisations en cours.

2.3 Participations et autres titres immobilisés

Les titres de participation sont inscrits à leur coût historique d'acquisition par SoLocal Group qui inclut, le cas échéant, les frais directement imputables à l'opération.

Une dépréciation est constatée si cette valeur est supérieure à la valeur d'utilité, appréciée par la direction de SoLocal Group sur la base de différents critères tels que la valeur de marché, les perspectives de développement et de rentabilité, et les capitaux propres, en prenant en compte la nature spécifique de chaque participation.

Lorsque la valeur d'utilité est déterminée sur la base de la méthode des flux de trésorerie actualisés retraités de la dette nette, ces derniers sont déterminés de la façon suivante :

- les flux de trésorerie sont ceux des plans d'affaires établis sur un horizon approprié qui est en général de cinq ans;
- au-delà de cet horizon, les flux sont extrapolés par application d'un taux de croissance perpétuelle reflétant le taux attendu de croissance à long terme du marché et spécifique à chaque activité;
- l'actualisation des flux est effectuée en utilisant des taux appropriés à la nature des activités et des pays.

2.4 Disponibilités, valeurs mobilières de placement et actions propres

Les disponibilités, au 31 décembre 2016, sont constituées par les liquidités immédiatement disponibles et par les placements à court terme, dont l'échéance est inférieure ou égale à trois mois à leur date d'acquisition. Le cas échéant, les actions propres font l'objet d'une provision sur la base du cours moyen du dernier mois de l'exercice.

2.5 Provisions pour risques et charges

En France, la législation prévoit que des indemnités sont versées aux salariés au moment de leur départ en retraite en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite. Les écarts actuariels relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi sont traités selon la méthode du corridor, qui prévoit l'étalement des écarts excédant 10% du plus haut entre la valeur de l'engagement et la valeur des actifs de couverture sur la durée d'activité résiduelle des personnels composant l'engagement.

Les modalités de détermination de cette provision s'effectuent sur la base d'une évaluation actuarielle, et tiennent compte de différents paramètres :

- les tables de mortalité retenues correspondent aux « tables de mortalité par génération hommes » (TGH 05) pour la population masculine et aux « tables de mortalité par génération femmes » (TGF 05) pour la population féminine;
- les taux de turnover retenus qui varient en fonction de l'ancienneté dans l'entreprise ou de l'âge, et de la catégorie socioprofessionnelle;
- âge de départ à la retraite retenu, qui est de 64 ans pour les cadres et 62 ans pour les ETAM sédentaires;
- les tables d'augmentation des salaires, qui sont définies en fonction de l'âge et de la catégorie socioprofessionnelle;
- taux d'actualisation, fixé à 1,5% pour la charge 2016;
- la durée résiduelle probable d'ancienneté, fixée à 13,34 ans au 31 décembre 2016.

Les autres provisions pour risques constituent la meilleure estimation possible du risque encouru par SoLocal Group.

2.6 Résultat financier

Le résultat financier est principalement constitué :

- des charges d'intérêts liées à la dette financière;
- des intérêts sur les comptes courants débiteurs et créditeurs avec les filiales du Groupe;
- et des plus et moins-values sur les actions propres détenues via le contrat de liquidité;
- des produits et charges constituées par les placements à court terme y compris ceux détenus via le contrat de liquidité;
- de dotations et reprises de dépréciation de titres et de créances.

2.7 Impôt sur les sociétés

Au titre de la convention d'intégration fiscale conclue entre SoLocal Group et ses filiales, membres du groupe fiscal,

les économies d'impôt sont prises en compte par SoLocal Group, société de tête, comme produit de l'exercice.

Le groupe fiscal, en plus de SoLocal Group qui est la société de tête, intègre 11 sociétés au 31 décembre 2016.

3

COMPLÉMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RÉSULTAT

3.1 Immobilisations incorporelles et corporelles

Brut	31 décembre 2015	Acquisition	Diminution	31 décembre 2016
Logiciels	424	-	-	424
Agencements	-	12 489	-	12 489
Matériel informatique	1	157	-	158
Mobilier	21	4 043	-	4 064
immos en cours	10 162	-	9 801	361
TOTAL BRUT	10 609	16 689	9 801	17 497

Amortissements	31 décembre 2015	Dotations	Reprises	31 décembre 2016
Logiciels	394	25	-	419
Agencements	-	775	-	775
Matériel Informatique	-	29	-	29
Mobilier	-	259	-	259
TOTAL AMORTISSEMENTS	394	1 088	-	1 482

3.2 Participations et créances rattachées à des participations

La variation des participations et créances rattachées s'analyse de la façon suivante:

	Exercice clos le 31 décembre				2015 Valeur nette comptable
	2016		Provision	Valeur nette comptable	
(en milliers d'euros)	% intérêt	Valeur brute			
Participations					
PagesJaunes	100 %	4 005 038	(1 746 020)	2 259 018	2 183 509
QDQ Media	100 %	91 719	(91 719)	-	-
Mappy	100 %	18 048	(18 048)	-	4 048
Solocal Marketing Services	100 %	7 275	-	7 275	7 275
Euro Directory	100 %	13 251	(13 251)	0	-
Yelster digital	100 %	14 997	(14 100)	897	897
PagesJaunes Outre-mer	100 %	76	-	76	76
NetVendeur	100 %	200	-	200	200
Cristallerie 5	100 %	6	-	6	6
Fine Média	100 %	12 240	-	12 240	12 240
ClicRDV	100 %	6 485	-	6 485	6 485
Digital To Store	100 %	188	-	188	188
Effilab	100 %	18 945	-	18 945	18 883
Leadformance	100 %	9 801	(6 203)	3 598	9 801
Orbit Interactive	100 %	76	-	76	76
PagesJaunes Resto	100 %	5 281	(5 281)	-	5 281
Cityone	100 %	10	-	10	-
TOTAL		4 203 636	(1 894 622)	2 309 015	2 248 965
Autres titres immobilisés					
Idenum	5 %	75	-	75	75
TOTAL		75	-	75	75
TOTAL PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES		4 203 711	(1 894 622)	2 309 090	2 249 041
Créances rattachées à des participations					
QDQ Media (prêt participatif)		18 300	(10 500)	7 800	7 800
QDQ intérêts courus non échus		276	-	276	208
Mappy		3 500	-	3 500	3 500
Mappy intérêts courus non échus		4	-	4	4
Leadformance		2 615	-	2 615	2 496
Leadformance intérêts courus non échus		22	-	22	18
TOTAL		24 717	(10 500)	14 217	14 026

Les mouvements de l'exercice sont principalement les suivants:

En 2016, une reprise de provision sur les titres PagesJaunes a été effectuée pour un montant de 75,5 millions d'euros portant la valeur nette des titres à 2 259 millions d'euros. Cette reprise de provision est issue du processus habituel des tests d'évaluation des actifs opérés chaque année et n'a pas de conséquence sur la trésorerie de l'entreprise. Elle fait suite à l'approbation du plan restructuration financière par l'Assemblée générale du 15 décembre 2016 qui permet à PagesJaunes de renforcer sa perspective de remboursement de ses créances sur SoLocal Group.

En termes de sensibilité, une diminution de 1% du taux de marge de la dernière année du plan d'affaires conduirait à une dépréciation complémentaire (une moindre reprise dans le cas d'espèce) des titres de participation de 47 millions d'euros.

Les titres Mappy, PagesJaunes Resto et Leadformance ont été dépréciés pour un montant total de 15,5 millions d'euros.

Des compléments de prix pourraient être versés si certaines conditions de performances opérationnelles venaient à être remplies. Ils ont été estimés en fonction de la probabilité de réalisation des conditions de performances et font partie intégrante du prix d'acquisition et ont été comptabilisés en dettes.

3.3 Créances clients, dépréciation des créances et créances diverses

(en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2016	2015
Créances clients brutes	666	183
Dépréciation	-	-
Créances clients nettes	666	183

Ces créances incluent les créances liées aux prestations de services facturées par SoLocal Group à ses filiales.

La totalité des créances clients et des créances diverses est à moins d'un an.

3.4 Disponibilités, valeurs mobilières de placement, comptes courants et dettes financières

(en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2016	2015
Comptes courants actifs nets	72 828	48 593
<i>dont intérêts courus non échus</i>	-	-
Actions propres	260	672
Actions propres - provision	(3)	(46)
Autres valeurs mobilières de placement	102	24 284
Disponibilités	26 560	5 326
DISPONIBILITÉS, VMP ET COMPTES COURANTS	99 747	78 830
Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit	783 638	798 805
Ligne de crédit revolving tirée (RCF)	38 395	-
Intérêts courus non échus	14 759	1 498
SOUS TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	836 791	800 303
Emprunts et dettes financières auprès des sociétés du Groupe	580 000	580 000
Intérêts courus non échus	511	585
Emprunt PagesJaunes Finance&Co SCA	350 000	350 000
Intérêts courus sur emprunt PagesJaunes Finance&Co SCA	18 161	2 594
Dettes relatives à des créances futures cédées CICE	2 749	2 739
ICNE CICE	6	-
SOUS TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES	951 426	935 919
Comptes courants passifs	601 035	478 520
<i>dont intérêts courus non échus</i>	-	-
Autres dettes financières - découverts bancaires	5	19
ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	2 389 258	2 214 760
<i>Part à moins d'un an</i>	2 389 258	1 081 122
<i>Part à plus d'un an</i>	-	1 133 638
TRÉSORERIE (ENDETTEMENT) NET	(2 289 510)	(2 135 930)

Valeurs mobilières de placement

Au 31 décembre 2016, le montant des valeurs mobilières de placement, constituées d'OPCVM, n'est pas significatif.

Emprunt bancaire (contrat de crédit syndiqué)

Le contrat de crédit syndiqué a été amendé en septembre 2014 et contient les *covenants* financiers suivants :

- le ratio de dette nette consolidée sur EBITDA consolidé (le « **Ratio de Levier** ») doit être inférieur ou égal à 4,00 à chaque date de fin de trimestre civil sur la durée restante du contrat (EBITDA et dette nette consolidés tels que définis dans le contrat passé avec les établissements financiers, à noter que la définition de l'EBITDA pour le calcul des *covenants* est différente de celle de l'EBITDA reporté dans les présents comptes);
- le ratio EBITDA consolidé par la charge nette consolidée d'intérêts doit être supérieur ou égal à 3,00 à chaque date de fin de trimestre civil sur la durée restante du contrat (EBITDA et charge nette consolidés tels que définis dans le contrat passé avec les établissements financiers);
- si le Ratio de Levier est supérieur à 3,50, un montant maximal d'investissements de 70 millions d'euros au cours de l'exercice annuel suivant.

Le contrat de crédit syndiqué de la Société comporte en outre des clauses de remboursement anticipé obligatoire au bénéfice des Tranches A7 et B3 dont notamment :

- une clause de remboursement anticipé obligatoire applicable en cas de changement de contrôle de la Société résultant de l'acquisition des actions de la Société (i.e. le fait pour une ou plusieurs personnes agissant de concert de prendre le contrôle (au sens de l'article 233-3 du Code de commerce) de la société en conséquence de l'acquisition des actions de la Société); et
- une clause de remboursement anticipé partiel pour chaque année civile à hauteur d'un pourcentage des flux de trésorerie consolidés du Groupe diminués du service de la dette, ce pourcentage variant en fonction du niveau du Ratio de Levier (67% si le Ratio est supérieur à 3,00, 50% s'il est compris entre 2,50 et 3,00 et 25% s'il est inférieur à 2,50).

Le contrat de crédit syndiqué de la Société comprend également certains engagements (sous réserve de certaines exceptions) de faire ou de ne pas faire applicables à la Société et/ou à ses filiales et au bénéfice des Tranches A7 et B3, dont notamment les engagements suivants :

- obligation de maintenir certaines autorisations;
- restrictions relatives à l'octroi de sûretés;
- restrictions relatives à la réalisation de fusions, scissions ou autre restructurations;
- engagement de ne pas changer la nature générale des activités de la Société et du Groupe par rapport à leur activité à la date de conclusion du contrat de crédit syndiqué;
- restrictions relatives à l'endettement financier pouvant être encouru par les filiales de la Société; et
- interdiction pour la Société de réaliser des distributions de dividendes, amortissements et réductions de son capital et autres distributions en numéraire relatives à son capital tant que le Ratio de Levier est supérieur à 3,00.

Le contrat de crédit syndiqué de la Société comprend enfin des clauses de défaut usuelles au bénéfice des Tranches A7 et B3 (notamment en cas de défaut de paiement, de non-respect des *covenants* financiers ou des engagements de la Société (dont les engagements visés ci-dessus), de défaut croisé (notamment un défaut au titre de l'Emprunt Obligatoire) et d'ouverture d'une procédure de prévention ou de traitement des difficultés des entreprises) permettant aux prêteurs de déclarer la déchéance du terme des crédits qu'ils ont consenti à la Société et d'annuler leurs engagements au titre du contrat de crédit syndiqué de la Société.

Ces engagements et cas de défaut, ainsi que la clause de remboursement anticipé obligatoire du contrat de crédit syndiqué de la Société en cas de changement de contrôle ne sont pas applicables à la Tranche C1.

Au 31 décembre 2016, la dette bancaire (hors Tranche C1) se décompose de la manière suivante :

- Tranche A7 : au nominal de 783,6 millions d'euros, maturité mars 2018 avec une faculté d'extension à mars 2020 (sous condition de refinancement de l'emprunt obligatoire de 350 millions d'euros avant mars 2018), remboursable *in fine* sous réserve des remboursements partiels décrits ci-dessus; et
- ligne de crédit revolving B3 : au nominal de 38,4 millions d'euros et intégralement tirée au 31 décembre 2016, amortissable de 2,7 millions d'euros à chaque trimestre et une maturité finale mars 2018 avec une faculté d'extension à mars 2020.

Les intérêts de la Tranche A7 et la ligne de crédit revolving B3 sont calculés de la manière suivante :

- taux : marge plus taux EURIBOR ou LIBOR 1,2,3 ou 6 mois à l'option de la société (les « Périodes d'intérêts », payables à terme échu de chaque période d'intérêt);
- intérêt de retard : 1% de majoration du taux d'intérêt applicable si la Société ne procède pas au paiement de tout montant exigible au titre du crédit syndiqué (à l'exclusion de la Tranche C1), à sa date d'exigibilité;
- marge : pourcentage par année en fonction du niveau du Ratio de Levier à la fin de la période de référence (*Accounting Period*) la plus récente, tel qu'indiqué dans le tableau ci-dessous :

Ratio de Levier	Marge
Supérieur ou égal à 3,0:1	4,00 %
Inférieur à 3,0:1 mais supérieur ou égal à 2,5:1	3,25 %
Inférieur à 2,5:1	2,50 %

Emprunt obligatoire et la Tranche C1

Par ailleurs, SoLocal Group dispose, au travers de l'entité PagesJaunes Finance & Co SCA, entité non affiliée et consolidée, d'un emprunt obligatoire d'un montant de 350 millions d'euros dont les produits ont été utilisés par cette dernière pour financer la mise à disposition de la Société d'une Tranche C1 au titre du contrat de crédit syndiqué de la Société. Cet emprunt est à taux fixe 8,875% et la Tranche C1 est au taux fixe 8,895%, il est remboursable le 1^{er} juin 2018. Au 31 décembre 2016, le montant en consolidé est de 337,8 millions d'euros suite au rachat partiel d'une partie des obligations par le Groupe (d'une valeur de 12,2 millions d'euros).

Les emprunts bancaire et obligatoire sont garantis par un nantissement portant sur les titres de l'entité PagesJaunes SA détenus par SoLocal Group.

À la suite du non-respect au 30 juin du covenant bancaire sur le levier financier du crédit syndiqué, l'ensemble des dettes (Tranche A7, ligne RCF B3 et dette obligataire) a été reclassé en dette courante.

Se référer à la note sur la continuité d'exploitation (cf. note 2) qui inclut les derniers développements relatifs à la restructuration financière.

PagesJaunes Finance & Co SA et la Société ont conclu un accord séparé prévoyant notamment certains engagements (sous réserve de certaines exceptions) de faire ou de ne pas faire applicables à la Société et/ou à ses filiales et au bénéfice de la Tranche C1, dont notamment des engagements relatifs aux mêmes sujets que ceux prévus par le contrat de crédit syndiqué de la Société visés ci-dessus et les engagements suivants :

- restrictions relatives à l'endettement financier pouvant être encouru par la Société et ses filiales: et
- interdiction de réaliser certains paiements notamment au titre des distributions de dividendes d'acquisitions et de l'octroi de prêts.

En cas de changement de contrôle de la société tel que défini dans la documentation obligataire, la Société devra payer à PagesJaunes Finance & Co SCA (qui est à date le seul prêteur au titre de la Tranche C1) un montant au titre de la Tranche C1 tel qu'il permettra à PagesJaunes Finance & Co SCA de racheter aux obligataires qui le souhaitent leurs obligations au titre de l'emprunt obligataire susvisé.

Selon les termes des Obligations, constitue un cas de changement de contrôle:

- i. la cession, en une opération ou une série d'opérations liées, de tout ou substantiellement tous les actifs de la Société,
- ii. l'adoption d'un plan de liquidation de la Société,
- iii. le cas où une ou plusieurs personnes agissant de concert viendraient à détenir des actions représentant plus de 50% des droits de cote de la Société, ou
- iv. le remplacement de la majorité des membres du Conseil d'Administration de la Société par des administrateurs non-cooptés ou non-agrésés par le Conseil d'Administration (apprécié sur une période de 24 mois glissant).

En cas de changement de contrôle:

- v. l'émetteur, PagesJaunes Finance & Co SCA, a l'obligation de proposer aux obligataires de racheter leurs Obligations à un prix égal à 101% de leur nominal; et
- vi. devient exigible la quote-part de la Tranche C1 correspondant à 101% du montant nominal des Obligations dont le rachat est demandé par les obligataires (soit un montant maximum de 101% de 350 millions d'euros).

Emprunts et dettes financières

SoLocal Group dispose également de deux emprunts auprès de sa filiale PagesJaunes, l'un pour un montant de 430 millions d'euros et l'autre pour un montant 150 millions d'euros, soit un total de 580 millions d'euros. Les deux emprunts ont été renouvelés en 2016 pour des durées d'un an reconductibles avec une échéance au 13 février 2017 pour le prêt de 150 millions d'euros et 18 décembre 2017 pour le prêt de 430 millions d'euros. Ils portent intérêt à EURIBOR 3 mois plus une marge.

Par ailleurs, dans le cadre de la convention de trésorerie mise en place en 2004 avec PagesJaunes, SoLocal Group dispose d'un compte-courant résultant des remontées de trésorerie de cette dernière. Le solde s'établit à 600 millions d'euros au 31 décembre 2016. Dans le contexte de la restructuration financière, les contraintes s'appliquant à cette convention de trésorerie ont été renforcées.

SoLocal Group a préfinancé en 2016 le Crédit d'Impôt Compétitivité des Entreprises (CICE) pour un montant de 2,7 millions d'euros. La trésorerie reçue a été constatée en contrepartie d'une dette financière. La créance vis-à-vis de l'État a été reclassée en créance vis-à-vis de l'établissement financier.

Comptes courants

Les comptes courants avec les filiales résultent de conventions de trésorerie conclues avec chacune d'elles. Elles portent intérêt à EONIA majoré ou minoré d'une marge, en fonction de la position prêteuse ou emprunteuse du compte.

La totalité des créances nettes liées aux comptes courants (72,8 millions d'euros) est à moins d'un an.

3.5 Capital social et variation des capitaux propres

Capital social

Le capital social de SoLocal Group est composé de 38 876 564 actions de 6,00 euros de valeur nominale chacune, soit un montant total de 233 259 384 euros.

Date	Libellé	Nombre d'actions	Valeur Unitaire	Capital en milliers d'euros
31 décembre 2015	Capital social en fin de l'exercice	38 876 564	6	233 259 384
31 décembre 2016	Capital social en fin de l'exercice	38 876 564	6	233 259 384

Variation des capitaux propres

La variation des capitaux propres de SoLocal Group au cours de l'exercice 2016 s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	Nombre actions	Capital social	Prime d'émission	Réserve légale	Autres réserves	Report à nouveau	Résultat	Provisions réglementées	Capitaux propres
Au 31 décembre 2015	38876564	233259	348819	5620	18284	1233023	(1785325)	903	54584
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat 2015	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Regroupement d'actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Affectation du résultat	-	-	-	-	-	(1785325)	1785325	-	-
Résultat 2016	-	-	-	-	-	-	8640	-	8640
Dotation provisions réglementées 2016	-	-	-	-	-	-	-	153	153
Au 31 décembre 2016	38 876 564	233 259	348 819	5 620	18 284	(552 301)	8 640	1 055	63 376

3.6 Stock options et actions gratuites

Options de souscription d'actions

Le Conseil d'administration a été autorisé par l'Assemblée générale extraordinaire du 29 avril 2014 à mettre en œuvre au profit de certains dirigeants et salariés du Groupe un plan d'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre de la Société, au sens des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce, afin notamment de les associer au développement de la Société. Cette autorisation a été consentie pour une durée de 38 mois et le nombre total d'actions attribuées gratuitement au titre de cette résolution ne pourra représenter plus de 5% du capital de la Société postérieurement au règlement-livraison des augmentations de capital prévues lors de cette même Assemblée générale (cf. note 22).

Le 19 juin 2014, le Conseil d'administration a arrêté les conditions d'un plan d'attribution gratuites d'actions pour 45 221 000 actions. Ces actions seront définitivement

acquises à l'issue de périodes d'acquisition se terminant les 19 juin 2016, 19 juin 2017 et 19 juin 2018, sous réserve que le bénéficiaire soit toujours salarié ou dirigeant du Groupe et que des conditions de performance soient satisfaites.

Le 9 février 2015, le Conseil d'administration a arrêté les conditions d'un plan d'attribution gratuites d'actions pour 2 305 000 actions. Ces actions seront définitivement acquises à l'issue de périodes d'acquisition se terminant les 9 février 2017, 9 février 2018 et 9 février 2019, sous réserve que le bénéficiaire soit toujours salarié ou dirigeant du Groupe et que des conditions de performance soient satisfaites.

L'ensemble de ces attributions a été fait avant le regroupement d'actions d'octobre 2015 qui a conduit à la multiplication du nominal par 30.

La date d'attribution retenue pour l'évaluation de la charge correspond à la date de tenue du Conseil d'administration ayant attribué les options, le délai d'information des attributaires ayant été considéré comme raisonnable.

Évolution des plans de stock options et actions gratuites sur l'exercice

	Solde au 31 décembre 2015	Attribuées	Exercées	Annulées/caduques	Solde au 31 décembre 2016	Prix d'exercice
Plans de souscription d'actions	236 789	-	-	(17 219)	219 570	
Juillet 2010	50 179	-	-	(6 322)	43 857	127,20€
Décembre 2010	5 736	-	-	-	5 736	105,09€
Juillet 2009	45 086	-	-	(4 589)	40 497	99,39€
Décembre 2009	2 700	-	-	-	2 700	115,86€
Décembre 2007	133 088	-	-	(6 308)	126 780	214,20€
Plans d'attribution gratuite d'actions	1 475 238	-	-	(102 045)	1 373 193	Date d'acquisition définitive
Février 2015	16 665	-	-	-	16 665	09/02/2017
Février 2015	16 665	-	-	-	16 665	09/02/2018
Février 2015	36 665	-	-	-	36 665	09/02/2019
Juin 2014	314 980	-	-	(18 610)	296 370	19/06/2016
Juin 2014	314 980	-	-	(18 610)	296 370	19/06/2017
Juin 2014	755 070	-	-	(44 612)	710 458	19/06/2018
Décembre 2013	20 212	-	-	(20 212)	-	31/12/2015

Au 31 décembre 2016, les options de tous les plans de souscription d'actions sont exerçables.

3.7 Provisions pour risques et charges

(en milliers d'euros)	Avantages postérieurs à l'emploi	Autres avantages à long terme	Total 31 décembre 2016	Total 31 décembre 2015
Variation de la valeur des engagements				
● Valeur totale des engagements en début de période	1645	88	1732	1556
● Coût des services rendus	133	10	142	141
● Coût de l'actualisation	37	2	39	38
● Cotisations versées par les employés	-	-	-	-
● Modification du régime	-	-	-	-
● Réductions/Liquidations	-	-	-	-
● (Gains) ou Pertes actuarielles	(167)	(22)	(189)	(3)
● Prestations payées	-	(4)	(4)	-
● Acquisitions	-	-	-	-
● Cessions/Transferts d'activité	-	-	-	-
● Variation de périmètre:	-	-	-	-
● Autres: (écarts de conversion)	-	-	-	-
● Valeur totale des engagements en fin de période: (A)	1647	73	1720	1732
● Engagements de fin de période afférents à des régimes intégralement ou partiellement financés	-	-	-	-
● Engagements de fin de période afférents à des régimes non financés	1647	73	1720	1732
Variation des actifs de couverture				
● Juste valeur des actifs de couverture en début de période				
● Produits financiers sur les actifs de couverture	-	-	-	-
● Gains/Pertes sur actifs de couverture	-	-	-	-
● Cotisations versées par l'Employeur	-	-	-	-
● Cotisations versées par les employés	-	-	-	-
● Réductions/Liquidations	-	-	-	-
● Prestations payées par le fonds	-	-	-	-
● Variation de périmètre	-	-	-	-
● Autres (écarts de conversion)	-	-	-	-
● Juste valeur des actifs de couverture en fin de période: (B)	-	-	-	-
Couverture financière				
● Situation du régime (A) – (B)	1647	73	1720	1732
● Gains ou (Pertes) actuariels non reconnus	(75)	-	(75)	(245)
● Coût des services passés non reconnu	-	-	-	-
● Ajustement lié au plafonnement de l'actif	-	-	-	-
● Provision/ (Actif) en fin de période	1572	73	1645	1487
Charge de retraite				
● Coût des services rendus	133	10	142	141
● Coût de l'actualisation	37	2	39	38
● Rendement attendu des actifs du régime	-	-	-	-
● Amortissement des (Gains) ou Pertes actuariels	3	(22)	(20)	(0)
● Amortissement du coût des services passés	-	-	-	-
● Effet de Réductions/Liquidations	-	-	-	-
● Cessions/Transferts d'activité	-	-	-	-
● Ajustement lié au plafonnement de l'actif	-	-	-	-
TOTAL CHARGE DE RETRAITE	172	(11)	162	179
Evolution de la Provision (Actif)				
● Provision / (Actif) en début de période	1400	88	1487	1309
● Charge de retraite	172	(11)	162	179
● Cotisations versées par l'employeur	-	(4)	(4)	-
● Prestations directement payées par l'employeur	-	-	-	-
● Variation de périmètre:	-	-	-	-
● Autres (écarts d'acquisition)	-	-	-	-
● Provision/ (Actif) en fin de période	1572	73	1645	1487
● Montant comptabilisé en compte de résultat	172	(15)	158	179

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice (provision utilisée)	31 décembre 2016
Engagements de retraite et assimilés	1487	180	(22)	1645
TOTAL DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1487	180	(22)	1645

(en milliers d'euros)		Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice
Résultat d'exploitation		140	-
Résultat financier		40	22

3.8 État des échéances des dettes

(en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre 2016		
	Montant brut	à un an au plus	à plus d'un an
Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit	836 791	836 791	-
Dettes relatives à des créances futures cédées CICE	2 755	2 755	-
Emprunts et dettes financières auprès des sociétés du Groupe	580 511	580 511	-
Emprunt PagesJaunes Finance&Co SCA	368 161	368 161	-
SOUS TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES	1 788 218	1 788 218	-
Comptes courants	601 035	601 035	-
Concours bancaires courants	5	5	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	28 997	19 774	9 223
Dettes fiscales et sociales	13 408	13 408	-
Dettes filiales (intégration fiscale)	2 230	2 230	-
Dettes diverses	4 993	1 753	3 240
TOTAL	2 438 885	2 426 422	12 463

Les dettes fournisseurs à plus d'un an sont constituées des loyers des locaux de Boulogne-Billancourt qui seront payables à partir de 2018 en vertu de la franchise de loyer négociée.

3.9 Produits à recevoir et charges à payer

Produits à recevoir (en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2016	2015
Créances clients - Factures à établir	354	113
Créances fiscales et sociales - Impôt sur les sociétés	-	16 392
Créances fiscales et sociales - TVA	2 847	1 587
Créances diverses - Produits financiers à recevoir	25	-
TOTAL	3 226	18 093

Charges à payer (en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2016	2015
Dettes financières - Intérêts courus non échus	33 430	4 677
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	25 686	9 567
Dettes fiscales et sociales - TVA, impôts, salaires et charges sociales	5 323	4 221
Dettes fiscales et sociales - Impôt sur les sociétés	3 789	-
Dettes diverses	-	-
TOTAL	68 229	18 465

Au 31 décembre 2016, la position d'IS représente une dette de 3,8 millions d'euros alors qu'elle représentait une créance de 16,4 millions d'euros à la clôture de l'exercice précédent.

3.10 Impôt sur les sociétés

Intégration fiscale

Par une option en date du 3 décembre 2004, SoLocal Group s'est placée pour une période de cinq ans à compter du 1^{er} janvier 2005, renouvelable par tacite reconduction, sous le régime fiscal des groupes de sociétés prévu aux articles 223A et suivants du Code Général des Impôts. Par cette option, SoLocal Group s'est rendue seule redevable de l'impôt sur les sociétés sur l'ensemble des résultats du groupe formé par elle-même et par les sociétés dont elle détient directement ou indirectement 95 % au moins du capital et qui lui ont donné leur accord pour être membres de ce groupe.

Les filiales intégrées fiscalement au 31 décembre 2016, sont PagesJaunes, Solocal Marketing Services, NetVendeur, Mappy, PagesJaunes Outre-mer, ClicRDV, Fine Media, PagesJaunes Resto, Leadformance, Cristallerie 5 et Retail Explorer.

Un gain d'intégration fiscale de 51,0 millions d'euros a été constaté en 2016.

La dette nette d'impôt sur les sociétés au titre de l'exercice 2016, après imputation des crédits d'impôt, s'élève à 3,8 millions d'euros.

Positions au bilan

(en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2016	2015
Comptes courants d'intégration fiscale actifs	52 977	303
État - Créance d'impôt sur les sociétés	-	16 392
Comptes courants d'intégration fiscale passifs	(2 230)	(88 588)
État - Impôt sur les sociétés dû	3 789	-
POSITION BILANCIELLE NETTE - ACTIF / (PASSIF)	54 536	(71 893)
IS Groupe dû après crédit impôt	-	(16 392)
DETTE (CRÉANCE) NETTE IS GROUPE	-	(16 392)

Les comptes courants d'intégration fiscale avec les filiales présentent une créance nette de 53,0 millions d'euros au 31 décembre 2016. Ce solde est constitué de la quote-part d'impôt sur les sociétés 2016 due par chacune des filiales, dans le cadre des conventions d'intégration fiscale.

Situation fiscale latente et différée

(en milliers d'euros)	Brut
Allègement de la dette future d'impôt	
Provision pour indemnités de fin de carrière	1 572
Plus value latente sur OPCVM	1
Amortissements dérogatoires	(1 055)
TOTAL	518

Les charges constatées en 2016 et au cours des années précédentes, mais réintégrées dans le résultat fiscal, représentent un montant de 518 milliers d'euros au 31 décembre 2016, soit, sur la base du taux d'impôt sur les sociétés voté à ce jour pour les périodes respectives, un allègement de la dette future d'impôt de 145 milliers d'euros.

SoLocal Group a préfinancé en 2016 le Crédit d'Impôt Compétitivité des Entreprises (CICE) pour un montant de 2,7 millions d'euros. La trésorerie reçue a été constatée en contrepartie d'une dette financière. La créance vis-à-vis de l'État a été reclassée en créance vis-à-vis de l'établissement financier.

3.11 Ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires s'élève à 23,5 millions d'euros en 2016 contre 9,8 millions d'euros en 2015, il se décompose ainsi :

(en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2016	2015
Assistance aux filiales	8 241	8 066
Refacturation de frais de personnel	1 845	1 307
Refacturation des prestations immobilières	13 376	-
Autres	25	382
CHIFFRE D'AFFAIRES	23 462	9 754

En 2016, le chiffre d'affaires inclut les prestations immobilières facturées aux filiales.

3.12 Résultat financier

Le résultat financier 2016 comprend des reprises de provision pour dépréciation de titres et de comptes courant pour un montant de 75,6 millions d'euros. Il inclut également des intérêts sur emprunts pour 72,6 millions d'euros et des dépréciations de titres immobilisés pour 1 644 millions d'euros.

(en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2016	2015
Dividendes	-	4 096
Produits financiers relatifs aux instruments dérivés	-	-
Autres produits financiers	900	1 222
Reprises de provisions	75 555	25 568
Gain de change	1	1
PRODUITS FINANCIERS	76 457	30 887
Intérêts sur emprunts et dettes financières diverses	72 618	74 829
Charges financières relatives aux instruments dérivés	-	1 107
Autres charges financières	465	4 995
Charge de désactualisation des engagements de retraite	40	38
Dotations aux provisions financières	18 654	16 442 84
Valeur brute des créances cédées	-	35 164
Pertes de change	0	2
CHARGES FINANCIÈRES	91 776	1 770 419
RÉSULTAT FINANCIER	(15 319)	(1 739 532)

3.13 Résultat exceptionnel

(en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2016	2015
Produit de cession	247	492
Reprise de provision et dépréciations	20	331
Autres produits	2 494	2 742
Transfert de charges	23	6 756
PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 784	10 321
Valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	-	21 361
Amortissements dérogatoires	173	175
Autres charges	2 853	6 756
CHARGES EXCEPTIONNELLES	3 027	28 292
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	(242)	(17 970)

4

AUTRES

4.1 Engagements hors bilan

Droit individuel à la formation – DIF

À compter du 1^{er} janvier 2015, le Compte personnel de formation (CPF) se substitue au Droit individuel à la formation (DIF).

Les droits acquis au titre du DIF jusqu'au 31 décembre 2014 seront conservés par les salariés et pourront être mobilisés jusqu'au 1^{er} janvier 2021. Le CPF est désormais rattaché à la personne alors que le DIF était rattaché au contrat de travail.

En 2015, le DIF a fait l'objet d'un transfert dans le CPF par chacun des salariés.

Compte personnel de formation – CPF

SoLocal Group n'a pas pris d'engagement de financement en interne du CPF, il n'existe plus d'engagement pour la Société.

Nantissement sur titres

Au titre du contrat de financement bancaire décrit en note 3.4, la Société a constitué en faveur des banques prêteuses un nantissement de compte d'instruments financiers portant sur l'intégralité des actions PagesJaunes qu'elle détient en garantie de toutes sommes dues (en principal, intérêts, commissions, frais et accessoires) par la Société au titre du financement bancaire.

La Société s'est en outre engagée à constituer en faveur des banques prêteuses un nantissement de compte d'instruments financiers portant sur les titres de toute filiale qui deviendrait une filiale significative (« *Material Subsidiary* »), selon les critères définis dans le contrat de financement, en garantie de toutes sommes dues (en principal, intérêts, commissions, frais et accessoires) par la Société.

Instruments dérivés de taux d'intérêt

Au 31 décembre 2016, il n'y a plus d'engagement relatif aux Instruments dérivés de taux d'intérêt.

Engagements bancaires

SoLocal Group dispose d'une ligne de crédit revolving, d'un montant de 38,4 millions d'euros. Au 31 décembre 2016, cette ligne de crédit revolving, dont les caractéristiques sont décrites au paragraphe 3.4, a été intégralement tirée.

La présentation des engagements hors bilan n'omet pas l'existence d'un hors bilan significatif selon les normes comptables en vigueur.

Contrats de location

En 2014 et 2015, SoLocal Group a souscrit des contrats de bail commercial en l'état futur d'achèvement signés auprès de deux investisseurs distincts, des locaux situés dans les tours d'un ensemble immobilier en cours de

réhabilitation dénommé « *Citylights* », situé à Boulogne-Billancourt.

Les baux en l'état futur d'achèvement ont irrévocablement été signés pour une durée ferme de 10 ans, SoLocal Group ayant renoncé à sa faculté de résiliation triennale jusqu'à l'issue de la durée ferme des baux. La prise d'effet des baux a eu lieu le 9 mai 2016, pour une date d'expiration fixée au 8 mai 2026.

Les locaux pris à bail par SoLocal, pour les entités du Groupe, représentent une surface de 35.702 m², pour un engagement total au titre de ces contrats de 117,8 millions d'euros (hors charges et indexation des loyers). La quasi-totalité de cette surface est refacturée dans le cadre de prestations de services immobiliers aux filiales du Groupe.

Des dépôts de garanties pour un montant de 4,1 millions d'euros ont été versés consécutivement à l'emménagement dans les locaux de Boulogne-Billancourt.

4.2 Jetons de présence et rémunération des mandataires sociaux

Les jetons de présence versés s'élèvent à 490 milliers d'euros au titre de 2016 et à 468 milliers d'euros au titre de 2015.

Les rémunérations brutes versées aux mandataires sociaux s'élèvent à 1682 milliers d'euros en 2016 et à 1623 milliers d'euros en 2015.

4.3 Effectif

	Exercice clos le 31 décembre	
(équivalent temps plein moyen)	2016	2015
Cadres	35,8	39,6
Employés	2,5	3,0
TOTAL	38,3	42,6

4.4 - Entreprises liées

Exercice clos le 31 décembre 2016

(en milliers d'euros)	Produits		Charges		Créances ⁽¹⁾		Dettes ⁽²⁾	
	d'exploitation	financiers ⁽²⁾	d'exploitation	financières	d'exploitation	financières	d'exploitation	financières
PagesJaunes	17 228	-	442	8 912	562	-	-	118 013
QDQ Media	16	276	-	-	-	8 061	-	-
SoLocal Marketing Services (ex-PJMS)	1 291	-	-	-	-	3 196	21	-
Mappy	1 338	116	-	-	-	25 191	-	-
RETAIL	135	-	-	-	-	1 762	-	-
Yelster digital GmbH	10	-	-	-	-	4 548	-	-
PagesJaunes Outre-Mer	168	-	-	-	-	-	-	1 240
Leadformance	453	123	-	-	-	5 868	-	-
NetVendeur	22	-	-	-	-	986	-	-
Euro Directory	-	-	-	-	-	-	-	174
ClicRDV	957	-	-	-	-	6 443	-	-
Digital to Store LTD	-	-	-	-	-	2 081	-	-
Fine Media	736	-	-	-	-	5 157	-	-
Orbit Interactive	260	-	-	-	49	1 411	-	-
Effilab	264	-	-	-	-	2 109	-	-
PagesJaunes Resto (ex-Chronoresto)	149	-	-	-	-	9 387	-	-
TOTAL	23 027	515	442	8 912	611	76 200	21	118 154

Exercice clos le 31 décembre 2015

(en milliers d'euros)	Produits		Charges		Créances ⁽¹⁾		Dettes ⁽²⁾	
	d'exploitation	financiers ⁽²⁾	d'exploitation	financières	d'exploitation	financières	d'exploitation	financières
PagesJaunes	9 853	-	798	10 318	114	-	-	105 745
QDQ Media	34	208	-	-	-	8 745	-	-
PJMS	714	-	5	-	-	3 621	-	-
Mappy	399	125	-	-	-	16 641	-	-
RETAIL	-	-	-	-	-	701	-	-
Yelster digital GmbH	10	-	-	-	-	3 353	-	-
Horizon Média	263	-	-	-	-	-	-	-
Horizon Média Worlwide	-	-	-	-	-	459	-	-
PagesJaunes Outre-Mer	125	-	-	-	-	-	-	1 473
Leadformance	587	118	-	-	-	3 607	-	-
NetVendeur	12	-	-	-	-	625	-	-
Euro Directory	13	-	-	-	13	-	-	174
Sotravo	45	8 723	-	-	-	-	-	-
ClicRDV	238	-	-	-	-	1 153	-	-
Digital to Store LTD	-	-	-	-	-	2 081	-	-
Fine Media	403	-	-	-	-	1 086	-	-
Orbit Interactive	-	-	-	-	-	1 200	-	-
Effilab	-	-	-	-	-	1 692	-	-
Chronoresto	29	-	-	-	-	5 486	-	-
TOTAL	12 725	9 174	803	10 318	127	50 450	-	105 910

(1) Hors comptes courants d'intégration fiscale (cf. note 3.9).

(2) Hors dividendes (cf. note 3.11).

4.5 Événements postérieurs à la clôture

À la date de rédaction du présent rapport, aucun événement significatif n'a été constaté postérieurement à l'arrêté du 31 décembre 2016

4.6 Consolidation

SoLocal Group établit ses propres comptes consolidés.

4.7 Tableau des filiales et participations

Filiales et participations (en milliers d'euros)	Capitaux propres hors capital et avant affectation du résultat	Quote-part de capital détenue en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la Société, non encore remboursés (hors comptes courants)	Montant des cautions ou avals donnés par la Société	CA du dernier exercice clos	Résultat net du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Société au cours de l'exercice	Observations
			Brute	Nette						
Renseignements détaillés sur les filiales et participations										
1/ Filiale : + de 50 % détenus par la société										
NetVendeur (ex - Cristallerie 2 SA) 204 rond-point du Pont de Sèvres 92100 Boulogne Billancourt SIREN : 493 023 485	200	-768	100%	200	200	-	87	-347	-	Données préliminaires non auditées
Euro Directory SA 2, avenue Charles de Gaulle L-1653 Luxembourg RCS Luxembourg B48461	169	51	100%	13251	0	-	0	103	-	Données préliminaires non auditées
Mappy SA 204 rond-point du Pont de Sèvres 92100 Boulogne Billancourt SIREN : 402 466 643	212	-10764	100%	18048	0	3500	12399	-3792	-	Données préliminaires non auditées
PagesJaunes SA 204 rond-point du Pont de Sèvres 92100 Boulogne Billancourt SIREN : 444 212 955	1967809	222829	100%	4005038	2259018	580000	750709	68343	-	
SoLocal Marketing Services 204 rond-point du Pont de Sèvres 92100 Boulogne Billancourt SIREN : 422 041 426	7275	2864	100%	7275	7275	-	31905	503	-	Données préliminaires non auditées
PagesJaunes Outre-Mer SA 204 rond-point du Pont de Sèvres 92100 Boulogne Billancourt SIREN : 420 423 477	75	479	100%	76	76	-	5804	1415	-	Clôture en cours, données préliminaires non auditées
QDQ Media SAU Calle de la Haya 4 28044 Madrid - Espagne RCS Madrid : A81745002	5500	15366	100%	91719	0	18300	18041	461	-	Données préliminaires non auditées
Yelster digital GmbH Linke Wienzeile 8, Top 9 1060 Vienna - Autriche RCS Vienne : FN 298562 m	44	-3357	100%	14997	897	-	1323	-501	-	Données préliminaires non auditées
Fine Media SAS 204 rond-point du Pont de Sèvres 92100 Boulogne Billancourt SIREN : 494 447 550	47	3195	100%	12240	12240	-	8728	-1151	-	Données préliminaires non auditées
ClicRDV 204 rond-point du Pont de Sèvres 92100 Boulogne Billancourt SIREN : 492 374 442	50	-932	100%	6485	6485	-	4420	-4443	-	Données préliminaires non auditées
Orbit Interactive Nearshore Park 1100 boulevard El Qods 11000 Casablanca Sidi Maarouf RC Casablanca : 268969	77	514	99%	76	76	-	2905	-202	-	Données préliminaires non auditées

Filiales et participations	Capital	Capitaux propres hors capital et avant affectation du résultat	Quote-part de capital détenue en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la Société, non encore remboursés (hors comptes courants)	Montant des cautions ou avals donnés par la Société	CA du dernier exercice clos	Résultat net du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Société au cours de l'exercice	Observations
				Brute	Nette						
(en milliers d'euros)											
PagesJaunes Resto 204 rond-point du Pont de Sèvres 92100 Boulogne Billancourt SIREN : 503 573 487	40	-4738	100%	5281	0	-		1089	-3347	-	Données préliminaires non auditées
Leadformance SARL 7 Avenue des Ducs de Savoie 73000 CHAMBERY SIREN : 440 743 763	1722	-6797	100%	9801	3598	2496		3371	-1288	-	Données préliminaires non auditées
Digital To Store Ltd 64 great eastern street Londres - Angleterre Company number : 08865471	176	-549	100%	188	188	-		8243	2955	-	Données préliminaires non auditées
Effilab 54 avenue du Général Leclerc 92100 Boulogne SIREN : 531 205 565	2	1416	100%	18945	18945	-		5606	412	-	Données préliminaires non auditées
Cristallerie 5 7 avenue de la Cristallerie 92317 Sevres SIREN : 809 343 734	6	-2	100%	6	6	-		-	-	-	
CITYONE SAS 204 rond-point du Pont de Sèvres 92100 Boulogne Billancourt SIREN : en cours d'immatriculation	10		100%	10	10	-		-	-	-	
2/Participations (entre 10 et 50 %)											